

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES

VAN

DU

16-11-1999

16-11-1999

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de lutttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie & ID21

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif
QRVA	:	Question et Réponses écrites
HA	:	Annales (Compte Rendu intégral)
CRA	:	Compte Rendu Analytique
PLEN	:	Séance plénière
COM	:	Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer
QRVA	:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA	:	Handelingen (Beknopt Verslag)
BV	:	Beknopt Verslag
PLEN	:	Plenum vergadering
COM	:	Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud

Dinsdag 16 november 1999

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREK- KINGEN - COM 042

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de uitvoering van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking" (nr. 302)

sprekers : **Claudine Drion, Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Marc Van Peel aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de Ontwikkelingssamenwerking" (nr. 304)

- de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de samenwerking tussen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking" (nr. 306)

- de heer Ferdy Willems aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de verhouding tussen Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken" (nr. 396)

sprekers : **Marc Van Peel, Francis Van den Eynde, Ferdy Willems, Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking

Mondelinge vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de bestrijding van aids" (nr. 292)

sprekers : **Alexandra Colen, Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking

Mondelinge vraag van de heer Ferdy Willems aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de lage koffieprijsen" (nr. 409)

sprekers : **Ferdy Willems, Eddy Boutmans**, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking

Sommaire

Mardi 16 novembre 1999

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES COM 042

Question orale de Mme Claudine Drion au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "l'exécution de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge" (n° 302)

orateurs : **Claudine Drion, Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement

Questions orales jointes de :

- M. Marc Van Peel au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la Coopération au développement" (n° 304)

- M. Francis Van den Eynde au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la collaboration entre les Affaires étrangères et la Coopération au développement" (n° 306)

- M. Ferdy Willems au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "les relations entre la Coopération au développement et les Affaires étrangères" (n° 396)

orateurs : **Marc Van Peel, Francis Van den Eynde, Ferdy Willems, Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement

Question orale de Mme Alexandra Colen au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la lutte contre le sida" (n° 292)

orateurs : **Alexandra Colen, Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement

Question orale de M. Ferdy Willems au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la faiblesse des prix du café" (n° 409)

orateurs : **Ferdy Willems, Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat à la Coopération au développement

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 16 NOVEMBRE 1999

De vergadering wordt geopend om 10.40 uur door de heer **Geert Versnick**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 10.40 heures par M. **Geert Versnick**, président.

Question orale de Mme Claudine Drion au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "l'exécution de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge" (n° 302)

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de uitvoering van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking" (nr. 302)

Le **président** : La parole est à Mme Claudine Drion.

Mme **Claudine Drion** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, chers collègues, ma question porte sur l'exécution de la loi du 25 mai dernier sur la coopération internationale belge, loi qui prévoit un certain nombre d'arrêtés royaux qui ne sont pas encore parus au Moniteur, vu la période préélectorale dans laquelle nous nous trouvons à l'époque.

J'aimerais que le secrétaire d'Etat nous explique l'état actuel de cette procédure.

Je voudrais également lui poser deux autres questions relatives à la spécificité de la coopération au développement prévue par cette loi, spécificité qui était également mise en évidence dans le rapport du comité d'avis sur le suivi de l'AGCD que M. Van der Maelen a présidé.

Comment le secrétaire d'Etat, en tant que membre du gouvernement ayant la coopération internationale dans ses compétences, voit-il ce rôle spécifique dans le sens prévu par la loi ?

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSdag 16 NOVEMBER 1999

Nous avons entendu ici précédemment M. Michel, ministre des Affaires étrangères, préciser plusieurs fois la spécificité de la coopération internationale, tout en insistant sur la nécessaire coordination entre toutes les actions extérieures de la politique étrangère.

J'aimerais connaître l'avis de notre secrétaire d'Etat sur la manière dont la loi va régir cette spécificité et l'action qu'il entend mettre en oeuvre, concrètement et sur le fond, pour nous doter d'une réelle coopération au développement créant les bases nécessaires, pacifiées et stables, et des infrastructures permettant un réel développement de l'économie et des intérêts commerciaux.

Le **président** : La parole est au secrétaire d'Etat.

M. **Eddy Boutmans**, secrétaire d'Etat : Monsieur le président, Mme Drion a parfaitement raison. La loi sur la coopération internationale nous impose de rédiger toute une série d'arrêtés royaux. J'ai essayé de faire le compte. Selon que l'on rassemble certaines matières dans un même arrêté royal ou qu'on introduise un arrêté royal par sujet, j'en compte une vingtaine.

Lors de la publication de la loi au Moniteur belge du 1er juillet, on avait oublié de publier également l'article 12 qui règle la période de transition. Contrairement à la loi sur la CTB qui n'envisage pas de période de transition, la loi sur la coopération internationale a heureusement prévu qu'elle n'entrerait en vigueur qu'à la date fixée par l'arrêté royal. Si nous voulons exécuter correctement la loi, il me semble évident qu'il faut le faire en plusieurs phases. C'est ce que nous sommes en train de préparer.

Tout d'abord, la loi impose la concentration géographique : 25 pays ou régions au maximum peuvent être sélectionnés.

Un arrêté royal n'avait pas été rédigé lors du précédent gouvernement, pour une raison qui m'est inconnue, mais une liste de 25 pays était jointe à l'exposé des motifs.

Eddy Boutmans

C'est ainsi que cette liste nous arrive sans avoir été introduite conformément à la loi. J'ai essayé de savoir sur quels critères, objectifs ou techniques, cette liste avait été rédigée. Il n'y a ni rapport ni document sur lesquels je pourrais me baser.

Au lieu de la reprendre simplement et sans être en mesure de donner une explication sur la manière d'établir cette liste, j'ai décidé d'organiser un groupe de travail auquel participeront l'administration de la CGDI, l'administration des Affaires étrangères ainsi que les deux cabinets et des experts afin d'objectiver les critères contenus dans la loi et d'analyser la façon d'y parvenir.

Cette objectivation une fois obtenue, une proposition de liste sera présentée au gouvernement puisque cette matière doit être décidée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. J'espère pouvoir proposer cette liste dès janvier ou février prochain. Ce sera alors au gouvernement de se mettre d'accord sur la liste finale.

En ce qui concerne les différents secteurs de concentration, la concentration thématique, la coopération multilatérale, la coopération bilatérale indirecte et les organisations non gouvernementales, et la coopération indirecte avec les institutions de droit public, dans tous ces cas, la loi impose de prendre un arrêté de procédure et un arrêté pour définir les modalités de coopération.

Sur plusieurs de ces thèmes, nous élaborons actuellement des projets, surtout en ce qui concerne la coopération internationale où la loi nous impose une vingtaine d'organisations, ce qui est rarement rencontré dans une loi. Ces travaux sont déjà assez avancés et j'espère pouvoir vous présenter une proposition de liste dans quelques mois.

En ce qui concerne la coopération avec les organisations non gouvernementales, il existe une réglementation assez touffue que j'estime ne pas devoir être modifiée fondamentalement. Il est vrai que la loi impose certaines nouvelles modalités, ce qui demandera que soit introduit ultérieurement un nouvel arrêté royal.

Pour la coopération avec les institutions de droit public, il existe un projet pilote que j'ai signé avec l'Association belge des villes et des communes. Je préfère donc attendre les résultats de ce projet pilote avant de déterminer la politique définitive. Dans ce projet pilote, il s'agit essentiellement de trouver un rôle pour les autorités locales, pour la "capacitation" d'autorités locales dans des pays partenaires. Cette idée me semble assez intéressante à défaut d'être complètement nouvelle : si, dans beaucoup de pays du tiers monde, il n'existe pas d'autorité locale ou provinciale, dans d'autres, il en existe mais qui manquent considérablement d'expertise et de

connaissance technique. Pour tous ces cas, comme nous avons une longue tradition en ce domaine, nous pouvons facilement prêter une attention particulière.

Quant à votre question sur le rôle du secrétaire d'Etat et la spécificité du domaine, j'y reviendrai in extenso plus tard, car il reste d'autres questions à ce sujet. Il est clair que la coopération au développement fait partie de la politique internationale d'un pays.

Mais elle a aussi une spécificité. C'est ainsi qu'alors que l'objectif de la coopération, comme défini dans la loi que le parlement a votée, il y a quelques mois, est l'aide et la coopération avec les pays partenaires dans l'intérêt des populations de ces pays, la politique étrangère en général a pour objectif les intérêts légitimes de la Belgique. Ces objectifs sont-ils contradictoires ? Je ne le crois pas. Mais il ne sont pas non plus identiques. C'est la raison pour laquelle, dans tous les pays donateurs importants, et c'est le cas de la Belgique, un membre du gouvernement a cette compétence spécifique. Et dans presque tous les pays, bien que les systèmes puissent être assez différents d'un pays à l'autre, c'est le membre du gouvernement, ministre ou secrétaire d'Etat, qui a la coopération internationale dans ses attributions qui détermine les programmes et les formes de coopération. Il est évident que cela doit être fait dans le cadre de la déclaration gouvernementale et dans un souci de cohérence avec la politique extérieure du pays. Une coopération bien conçue doit donc être intégrée dans une politique internationale cohérente. En effet, tolérer, par exemple, que des armes soient vendues à un pays et à la fois suspendre la coopération avec ce pays sous prétexte que ses efforts sont trop importants dans le domaine militaire est une forme contre-productive de politique internationale. Mon rôle est donc d'être une sorte d'ambassadeur des pays du tiers monde et plus fondamentalement des couches populaires les plus démunies appartenant aux parties les plus pauvres du monde.

Le président : La parole est à Mme Claudine Drion.

Mme Claudine Drion (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, nous suivrons avec attention l'agenda que vous avez annoncé.

Nous serons bien sûr attentifs au rôle et à la dynamique des femmes dans le développement, même si nous savons que ce problème vous tient à coeur.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer **Marc Van Peel** aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de Ontwikkelingssamenwerking" (nr. 304)
- de heer **Francis Van den Eynde** aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de samenwerking tussen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking" (nr. 306)
- de heer **Ferdij Willems** aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de verhouding tussen Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken" (nr. 396)

Questions orales jointes de :

- M. **Marc Van Peel** au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la Coopération au développement" (n° 304)
- M. **Francis Van den Eynde** au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la collaboration entre les Affaires étrangères et la Coopération au développement" (n° 306)
- M. **Ferdij Willems** au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "les relations entre la Coopération au développement et les Affaires étrangères" (n° 396)

De **voorzitter** : De heer **Marc Van Peel** heeft het woord.

De heer **Marc Van Peel** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik kan de theoretische analyse, die u op het einde van uw antwoord op de vorige vraag hebt gemaakt in verband met het statuut van Ontwikkelingssamenwerking versus Buitenlandse Betrekkingen, volkomen bijtreden. Mijn vraag is hoe deze analyse door deze regering in de praktijk wordt omgezet.

Mijnheer de staatssecretaris, wij hebben die vraag enkele weken geleden aan minister Michel gesteld. Wij hadden dit probleem liever terzelfder tijd met de beide regeringsleden besproken, maar dit was niet mogelijk omdat u op dat ogenblik naar de begrafenis van Julius Nyerere was.

Naar aanleiding van onze vraag aan minister Michel hebben wij vastgesteld dat het conflict, dat in de loop van de maand september aan de oppervlakte kwam, op dat ogenblik nog niet was opgelost. Het conflict ging terug tot de beroemde verklaringen van minister Michel in New York, waar hij zich - eufemistisch gezegd - in vrij denigerende bewoordingen uitliet over uw bevoegdheden en uw autonomie inzake het departement dat u beheert. U hebt, gezien uw positie in de regering, op deze uitlatingen diplomatisch gereageerd door te zeggen dat het conflict wel binnen de regering zou worden geregeld.

Mijnheer de staatssecretaris, ik zal niet herhalen waarom wij het zo belangrijk vinden dat die specificiteit van Ontwikkelingssamenwerking wordt beklemtoond, maar

wens toch te herinneren aan de kamerbrede aanbevelingen die tijdens de vorige legislatuur in de parlementaire opvolgingscommissie werden gedaan.

Wij hebben aan minister Michel gevraagd hoe ver men stond met het aangekondigde protocol tussen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking. Voor de heer Michel was er eigenlijk geen protocol meer nodig, want, zoals het vaak gebeurt, hadden wij het verkeerd begrepen en was er daarover geen conflict in de regering. De heer Michel verklaarde op 20 oktober dat er geen meningsverschil was tussen hem en staatssecretaris Boutmans. Ik citeer hem : "Tout au plus is er een misverstand gerezen, maar die toestand is reeds lang voorbij. Wij zijn in staat om zonder protocol te werken, maar toch zullen wij een protocol ondertekenen om u - hij bedoelde mij en andere interpellanten - helemaal gerust te stellen".

Mijnheer de staatssecretaris, is dat protocol ondertussen tot stand gekomen om de toestand tussen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking uit te klaren ? Gezien de diverse gevoeligheden terzake - in deze liggen mijn gevoeligheden dichterbij die van u dan bij die van de heer Michel - denk ik dat het goed zou zijn mocht dat protocol er komen.

Minister Michel haalde ook het belangrijke discussiepunt aan betreffende de betrokkenheid van de Belgische bedrijven in de Ontwikkelingssamenwerking.

Ik herinner mij uit talloze besprekingen in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en in de parlementaire opvolgingscommissie inzake het ABOS het belang van de niet-gebonden hulp. Het antwoord van de heer Michel luidt evenwel : "Ik heb reeds meerdere uitspraken gedaan over de verhouding tussen het Belgische bedrijfsleven en de ontwikkelingssamenwerking. Ik heb het begrip "mutual benefit" - wederzijds voordeel - gehanteerd en ik heb ook duidelijk gezegd dat een belangrijke begrenzing in dit begrip erin bestaat dat bij elke tussenkomst een strikte toepassing van de wet op de overheidsopdrachten noodzakelijk is." Uiteraard moet dat zo zijn.

Mijnheer de staatssecretaris, bent u ook voorstander van de "mutual benefit" of leunt u eerder aan bij de notie "niet-gebonden hulp" ? In de uiteenzetting die u daarnet gaf over de specificiteit van ontwikkelingssamenwerking, lijkt u deze laatste stelling te steunen, maar het is mijns inziens belangrijk dat u dat zelf zegt.

Ik had de minister ook een aantal vragen gesteld inzake de invulling van het directoraat-generaal voor internationale samenwerking, wat de attachés voor de samenwerkingsbureaus betreft. De minister verklaarde toen : "De attachés voor de samenwerkingsbureaus zullen worden aangeworven nadat de interviews die door een extern bureau worden afgenomen, zullen zijn beëin-

Marc Van Peel

digd. Het is de bedoeling de aanwerving door het directiecomité te laten gebeuren voor eind oktober." Aangezien wij nu reeds half november zijn, neem ik aan dat u mij dadelijk gaat zeggen dat deze attachés ondertussen zijn aangeworven.

De voorzitter : De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer **Francis Van den Eynde** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, als ik mij niet vergis is, op een muzikant na, de samenstelling van het orkest dat zich op 20 oktober richtte tot de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, dezelfde als degene die zich vandaag tot u richt over dezelfde materie. Dat loont mijns inziens de moeite, want het antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken was niet duidelijk. U zult zich wellicht herinneren dat hij in New York heeft gezegd dat hij u "in the pocket" zou steken en dat hij daarenboven zeggenschap - en zelfs het laatste woord - opeiste met betrekking tot de beschikbare fondsen voor ontwikkelingssamenwerking in dit land, omdat zij in aantal belangrijker zijn dan de fondsen voor buitenlandse zaken. Hij was van mening dat ontwikkelingssamenwerking deel uitmaakt van de buitenlandse politiek, wat mijn inziens politiek verdedigbaar is. Wat dit laatste aspect betreft, volgt de heer Michel consequent de lijn van zijn partij, wat niet per se verkeerd is. Die partij is overigens ondertussen van naam veranderd. Ten tijde van de opvolgingscommissie inzake het ABOS was het nog de PRL, ondertussen is het de PRL/MCC/FDF. Het is evenwel niet onbelangrijk dat de regering een duidelijke politiek volgt, al was het maar omdat het parlement de opdracht heeft de regering en de politiek die ze voert, te controleren. Als de kar in twee verschillende richtingen wordt getrokken, is dat vrij moeilijk. Uit uw betoog maak ik op dat u voorstander bent van ongebonden hulp, waarbij ook u consequent de lijn volgt van uw partij. Ik meen te hebben begrepen dat u van mening bent dat ontwikkelingssamenwerking los staat van de buitenlandse politiek.

U stelt de ongebonden hulp voor. Daarmee staat u de lijn van uw partij voor en begrijp ik dat u in feite de ontwikkelingssamenwerking beschouwt als losstaande van de buitenlandse politiek. De vice-eerste minister en de voornaamste Franstaligen in de regering prediken precies het tegenovergestelde. In tegenstelling tot sommige collega's die ervan uitgaan dat men de ontwikkelingssamenwerking niet mag communautariseren, is het duidelijk dat er een Vlaamse en een Franstalige kijk op ontwikkelingssamenwerking bestaat. We hebben dit in de ABOS-opvolgingscommissie eveneens vastgesteld. De Vlaamse NGO's zijn meestal zeer groot en professioneel, de Franstalige kleiner en amateuristisch. Ik gebruik dit woord niet op een pejoratieve wijze. Er is duidelijk een andere aanpak. We worden geconfronteerd met een

relletje in de regering, in verband met twee totaal verschillende visies op ontwikkelingssamenwerking. Wie heeft de bovenhand en wie zal bepalen wat met onze ontwikkelingssamenwerking dient te gebeuren ? Is de staatssecretaris afhankelijk van de minister van Buitenlandse Zaken of is hij zelfstandig gebleven ? Zullen de fondsen die hij beheert uiteindelijk enkel worden gespendeerd mits goedkeuring van de minister van Buitenlandse Zaken of blijft hij er autonoom over beschikken ? Zal de minister bepalen waar die fondsen worden uitgegeven ? Op dat vlak verschilt de Vlaamse van de Franstalige visie. Er is een bepaald soort heimwee te bespeuren van de minister naar een postkoloniaal verleden in Afrika. Hij kan Afrika moeilijk loslaten, de Vlamingen daarentegen, de SP of AGALEV en zelfs het Vlaams Blok, hebben daaromtrent een andere visie. We hebben gehoord dat de minister van Buitenlandse Zaken geen problemen heeft met Eddy. Betreft het Eddy Boutmans, Eddy Wally of Eddy Merckx ?

De voorzitter : De heer Ferdy Willems heeft het woord.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik heb met veel aandacht geluisterd naar het antwoord van de staatssecretaris op de vraag van mevrouw Drion. We vernamen dat de conflicten intussen werden bijgelegd. Persoonlijk til ik niet zwaar aan conflicten, ook niet tussen ministers. Vroeger werden ze zedig toegedekt. De openbaarheid van vandaag kan leiden tot gunstige neveneffecten. Maar het conflict mag het beleid ten gunste van het Zuiden niet blokkeren.

Dat kan niet. Dergelijke spanningen zijn inherent aan de materies Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking. Dit was tijdens de vorige regeerperiode ook al het geval. De twee stellingen zijn duidelijk. Mijn vraag is dan ook hoe ver de eerste minister is gevorderd met het opstellen van een protocol dat de minister en de staatssecretaris zouden ondertekenen. Net als de heer Michel wil ik de staatssecretaris enkele citaten voorleggen die vragen oproepen. In Le Matin van 12 oktober las ik dat men aan het onderhandelen was en dat er nog niets was getekend. In de Humo van dezelfde datum wordt de staatssecretaris gevraagd waarom hij weigert het protocol te ondertekenen. Hij antwoordt hierop : "Misschien doe ik dat ooit wel eens. Louis en ik praten daar nog over. Er staat nergens in het regeerakkoord dat ik dat moet doen. Trouwens dat ding dateert van de tijd van Dehaene, vandaar onze vraag." Tijdens een vorige vraag over dit thema in de commissie, op 20 oktober, zegt de minister : "Tot nog toe hebben onze wispelturige agenda's ons niet de kans gegeven het protocol definitief te stellen."

Om die reden vraag ik dan ook wat de stand van zaken is met betrekking tot dit protocol. Is het reeds opgesteld ? Zo ja, wat houdt het in ? Zo niet, komt het er nog en wat zal de inhoud zijn ?

Ferdie Willems

Een tweede punt is de stelling dat ontwikkelingssamenwerking zich vooral moet richten op de belangen van de derde wereld. In dit verband werden opnieuw tegenstrijdige publieke verklaringen afgelegd. Op 12 oktober heeft de heer Boutmans het volgende verklaard: "Er zijn klachten van Franstaligen over discriminaties. Als die discriminaties er zijn, moeten ze worden weggewerkt. Enkel kwaliteit is de norm. Communautariseren is de slechtste oplossing." In Le Matin van een paar dagen later lees ik een uitspraak van de heer Weets, de Franstalige secretaris-generaal van het NCOS: "Moreels had de Franstaligen gekwetst bij het verdelen van de budgetten voor ontwikkelingssamenwerking, maar de intenties zijn goed. Hij - de heer Michel - heeft een herschikking, een rééquilibrage, beloofd." Dat lijkt mij niet onmiddellijk hetzelfde te zijn.

Wat is hiervan aan? Deelt de minister de mening van de staatssecretaris? Op 20 oktober heeft de minister van Buitenlandse Zaken in de commissie een duidelijk uitgangspunt kenbaar gemaakt, namelijk dat de wet op de overheidsopdrachten moet worden nageleefd. Dit is nogal evident. De minister heeft tevens geduid op de wederzijdse voordelen. Ik heb de indruk dat de staatssecretaris samen met ons een stap verder gaat en dat in de eerste plaats moet worden gekeken naar de belangen van de derde wereld. Bij het bepalen van de prioriteiten van de Belgische ontwikkelingssamenwerking primeren niet de Belgische belangen, of het nu de Vlaamse, Waalse of Brusselse zijn, maar wel degelijk die van de derde wereld. Dit staat niet haaks op een eigen Vlaamse visie op ontwikkelingssamenwerking, wat tijdens een vorige vraag werd beweerd. Beide begrippen zijn niet elkaars tegengestelde. We hebben inderdaad een andere visie op ontwikkelingssamenwerking, maar dit hoeft niet te betekenen dat accenten daardoor worden verschoven. Ik durf zelfs een stap verder gaan. Als het zo is dat Vlaanderen inzake ontwikkelingssamenwerking een stap verder staat, dan speelt het hanteren van het principe dat ontwikkelingssamenwerking niet mag worden gecommunautariseerd trouwens in Vlaams voordeel.

Het is voor mij, als democratisch Vlaams-nationalist, van ondergeschikt belang of daaraan een voordeel verbonden is voor Wallonië, Vlaanderen of Brussel. In de eerste plaats wil ik graag weten of u onze visie terzake deelt.

De **voorzitter**: De staatssecretaris heeft het woord.

Staatssecretaris **Eddy Boutmans**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal de vragen stuk voor stuk overlopen zoals ze hier zijn toegelicht. Sommige dekken elkaar en andere zijn wat meer uitgewerkt.

De heer Van Peel vroeg hoe ik de eigenheid van ontwikkelingssamenwerking definieer. Ik meen dat ik daar zojuist op geantwoord heb.

De heer Van Peel verwees in zijn schriftelijke vraag naar een beslissing van de Ministerraad daterend van 19 december 1997. Men zou dus kunnen vragen waarom de vorige regering geen protocol heeft opgesteld zodat die last ons nu bespaard zou kunnen blijven.

Wij hebben geconstateerd dat er enige discussie geweest is. Ik treed de mening van de eerste minister bij die zegt dat deze regering ermee kan leven als men nu en dan over bepaalde zaken discussieert. Mijn relatie met vice-eerste minister Michel is uitstekend. Wij spreken elkaar met de voornaam aan. Momenteel voeren wij intens overleg met betrekking tot het opstellen van een gezamenlijke nota over het beleid ten aanzien van Centraal-Afrika. Aanvankelijk hadden wij niet helemaal dezelfde mening over de verdeling van onze bevoegdheden. Bepaalde teksten van protocols hebben tot discussie geleid. De juridische bases waarop een protocol moet worden opgesteld zijn sedert kort enigszins gewijzigd. Artikel 104 van de Grondwet maakt gewag van ministers en staatssecretarissen. De staatssecretarissen maken wel deel uit van de regering maar niet van de Ministerraad. Deze regering heeft daar bovendien aan toegevoegd dat de staatssecretarissen wel deelnemen aan de vergaderingen van de Ministerraad, zij het dat zij er niet stemgerechtigd zijn.

Het koninklijk besluit van 24 maart 1972 en de wet van mei 1999 betreffende de internationale samenwerking kennen bepaalde bevoegdheden toe aan het regeringslid dat de internationale samenwerking of de ontwikkelingsamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft. De wet van 21 december 1998 betreffende de BTC spreekt eveneens over de minister en definieert die als "het regeringslid dat de internationale samenwerking of ontwikkelingsamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft".

Volgens het regeerakkoord en het benoemingsbesluit werd de bevoegdheid voor ontwikkelingssamenwerking aan een staatssecretaris toegekend, weliswaar toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken. Er bestaat dus een relatie tussen al deze juridische normen. Op dit ogenblik proberen wij die relatie op een harmonische manier tot uiting te brengen. Ik vind dat ons dat in de praktijk goed lukt. Ik daag u uit om inhoudelijk enige tegenspraak aan te wijzen tussen de concrete handelingen van Buitenlandse Zaken enerzijds en Ontwikkelingsamenwerking anderzijds die in de afgelopen maanden werden gesteld. Het beheer van alles wat ontwikkelingsamenwerking aangaat, wordt door mij behandeld. Wij trachten dat te doen in coherentie met het beleid Buitenlandse Zaken en wij proberen daarover geregeld overleg te plegen.

Wanneer wordt het ministerieel besluit uitgevaardigd dat de structuur van DGIS verder invult? Een organiek besluit terzake is verschenen vóór de regeringswissel. Ik heb mijn voorganger gevraagd - ik raad u aan dat ook

Eddy Boutmans

eens te doen - waarom die hervorming niet nog vóór de verkiezingen volledig was afgerond, weze het maar institutioneel. Het antwoord was dat de regering het er niet over eens was geraakt. Nu moet deze regering het werk doen dat in feite nog tijdens de vorige regeringsperiode had moeten worden uitgevoerd.

Het structuurbesluit was op ambtelijk niveau al vrij ver gevorderd. Wij hebben heel de procedure hernomen. Er is een tekst uitgewerkt waarover nog een laatste overleg zal plaatshebben tussen de minister van Buitenlandse Zaken en mijzelf, zoals het organiek besluit voorschrijft. Wij hopen dat de tekst vóór het einde van het jaar in het Belgisch Staatsblad kan worden gepubliceerd.

Tegelijkertijd zijn de voorbereidende besprekingen begonnen over de affectatie van de diverse ambtenaren. Het geduld van de ambtenaren van het gewezen ABOS, binnenkort ambtenaren van het Directoraat-Generaal Internationale Samenwerking, wordt zeer zwaar op de proef gesteld. Er is nogal wat wanhoop en ontmoediging omdat men al gedurende jaren in een hervormingsproces zit. Ook hier streven wij naar een snelle afhandeling. Ik hoop dat in de komende weken het affectatiebesluit kan worden afgerond, zodat het tegen het einde van het jaar in het Belgisch Staatsblad kan verschijnen. Het zou in ieder geval de rust een beetje kunnen herstellen. Dit had al vroeger moeten gebeuren en de vraag rijst waarom dit in de vorige regeringsperiode niet werd afgewerkt.

De vraag wanneer het personeel van DGIS wordt aangesteld, heb ik hiermee beantwoord, althans bij wijze van hoop.

Ik heb vastgesteld dat het antwoord dat de minister van Buitenlandse Zaken u gaf voor enige verwarring heeft gezorgd. De medewerkers van BTC werden eind oktober geselecteerd en worden nu volop aangeworven. BTC heeft een autonoom personeelsbeleid. Ik kan er alleen akte van nemen en hen aansporen tot het boeken van vooruitgang. Ook de overdrachten van de bilaterale projecten van administratie naar BTC is volop bezig. Het gebeurt land per land en per definitie geleidelijk. Het was de wetgever ontgaan in de wet een overgangsbepaling op te nemen. Daardoor is er een moeilijke situatie ontstaan. Theoretisch is de administratie niet meer bevoegd om nog iets uit te voeren. Praktisch is het onmogelijk de overdracht van de ene dag op de andere te laten verlopen. Ik pleit terzake voor tolerantie in de overgangstijd. De overgang loopt vlot.

De inschrijving voor de examens van attachés is op 31 augustus afgesloten. Het Vast Wervingssecretariaat werd verzocht die examens te organiseren. Er werd mij meegedeeld dat de examens waarschijnlijk begin februari zullen plaatsvinden.

Deskundigen met bijzondere kwalificaties kunnen pas worden aangeworven als het hele personeelsbestand van ABOS-DGIS duidelijk is. Ik heb de administratie gevraagd, wetende dat ze het maar definitief kunnen doen als de structuur- en affectatiebesluiten rond zijn, een aanvang te maken met het opstellen van een inventaris met de noden aan expertise waarin het personeel en de diensten van DGIS, eventueel samen met Buitenlandse Zaken, niet voorzien. De experts zullen op die basis worden aangeduid. Een procedure voor de aanwerving moet worden overeengekomen. Bij mijn weten is dat nu niet wettelijk gereguleerd. Wij zullen dat uiteraard op een zo open en objectief mogelijke manier doen. In de mate dat ik er iets aan te zeggen heb, kunt u op mij rekenen om dat volstrekt objectief te laten gebeuren.

Wat mijn standpunt inzake ontwikkelingssamenwerking betreft, wens ik te verwijzen naar het regeerakkoord waarin is vermeld dat de regering zich bewust is van de voordelen van ongebonden hulp en dit standpunt op de internationale fora zal verdedigen. Bovendien legt de regering zich de minimumdoelstelling op om samen met andere landen die dit principe genegen zijn te zoeken naar een meer doorgedreven toepassing van de ongebonden hulp.

Een eerste probleem heeft betrekking op het gebrek aan statistieken inzake ongebonden hulp. Alhoewel de OESO dit voorschrijft, kan niemand mij precies zeggen hoe groot onze ongebonden hulp in het verleden was. Ik heb het bestuur de opdracht gegeven deze statistieken aan te leggen en bij te houden zodat we in de toekomst met zekerheid weten hoe groot de ongebonden hulp is. Als de statistieken beschikbaar zullen zijn, zal België een van de weinige landen zijn die de OESO-regels terzake effectief naleeft.

Bij de ondertekening van samenwerkingsakkoorden heb ik altijd onderzocht of er gebonden hulp in het spel is. Ik stel vast dat er weinig gebonden hulp wordt toegekend. Bovendien is ze meestal in uitvoering van vroeger gesloten akkoorden die uitdrukkelijk het aandeel van de Belgische bedrijven bepaalden. Men kan op deze akkoorden niet terugkomen. Nieuwe vormen van gebonden hulp heb ik niet goedgekeurd.

Een aantal gelijkgezinde landen van de OESO proberen vooruit te gaan met de volledige ontbinding van hulp aan MOL-landen. Er is een nieuwe dynamiek ontstaan zodat het mogelijk is dat een aantal landen die op dit ogenblik nog twifelen in de toekomst eveneens de stap zetten. Als dit niet het geval is zullen de "like-minded countries" dit project verder uitwerken.

In Europees verband is het juridisch verdedigbaar dat het binden van hulp aan nationale bedrijven in bilaterale akkoorden met ontwikkelingslanden strijdig is met het

Eddy Boutmans

Europees recht. Het Europees hof zal terzake een uitspraak moeten doen. Het is, mijns inziens, van groot belang voor de Belgische bedrijven dat zoveel mogelijk internationale contracten worden opengesteld voor al de bedrijven. België heeft een betere concurrentiepositie dan men denkt.

Mijnheer de voorzitter, collega's, economische motieven zijn niet de prioriteit van de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking. Mijn eerste bekommelingen zijn de kwaliteit van de samenwerking, de voordeligste regeling voor het ontwikkelingsland en de mogelijkheid van die landen om een beroep te doen op bedrijven uit eigen land of andere ontwikkelingslanden.

Wat de Belgische politiek inzake Centraal-Afrika betreft, vraag ik u wat geduld te hebben. Deze regering heeft de ambitie een actieve rol te spelen in Centraal-Afrika. Dit is reeds gebeurd. De minister van Buitenlandse Zaken en ikzelf hebben ons met deze problematiek reeds intens beziggehouden. Binnenkort zal een gezamenlijke nota aan het parlement worden voorgelegd.

U vraagt in welke mate dat programma gericht is op conflictpreventie. Dat aspect is in ieder geval een van de belangrijkste thema's die daarin ter sprake zullen komen, vooral met het oog op de huidige situatie.

U hebt het ook gehad over de verschillen tussen de Nederlandstalige en Franstalige NGO's. Ik wijs er in de eerste plaats op dat de grootste NGO's nationaal en dus tweetalig zijn. In de tweede plaats vestig ik er uw aandacht op dat ik kennis heb genomen van het standpunt van de koepel van Franstalige NGO's die zich benadeeld voelt en vindt dat zij door mijn voorganger onheus zijn behandeld. Ik spreek mij daarover niet uit. Ik heb gezegd dat de discriminatie "voor zover die er moest zijn geweest" moet worden rechtgetrokken. Niemand zal dat betwisten. Ik heb echter ook begrepen dat er soms verschillen zijn in de realiteit op het terrein. Zolang er een federale overheid is, zal er echter een federale reglementering zijn, maar die wordt ook niet ter discussie gesteld. Alleen had men aan Franstalige zijde wat meer moeite om zich te scharen achter de schaalvergroting en de specialisering die in de reglementering zijn ingebakken. Ik heb zeer uitvoerig en publiek gediscussieerd met het NCOS en met het CNCD. Ik heb hen allebei hetzelfde gezegd, namelijk dat ik niet zal aanvaarden dat een project of een programma gesteund wordt omdat het Franstalig is of omdat het Nederlandstalig is. Met betrekking tot de kwaliteit staat in de wet "zorgen voor een zo efficiënt mogelijke hulp ten aanzien van de ontwikkelingslanden". Ik moet dus toezien op de kwaliteit van wat de NGO's doen. De administratie doet dat naar best vermogen en ik moedig dat aan. Ik hoop dat het maatschappelijk draagvlak aan Franstalige zijde verder zal worden uitgebouwd en dat men inzake NGO-deelname op hetzelfde niveau zal geraken als in Vlaanderen. Er is immers

een voldoende aanbod en een voldoende kwaliteit. Er is voldoende professionalisering, zij het misschien op een andere manier. Men is daar meer voorstander van kleinschalige organisaties en ik heb daarmee geen probleem, maar er moeten meer samenwerkingsvormen komen om die professionalisering waar te maken. Hoe zij dat doen, is hun zaak, maar dat is de oplossing. Eventuele discriminaties moeten worden weggenomen.

De voorzitter : De heer Marc Van Peel heeft het woord.

De heer **Marc Van Peel** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, we behoren tot de 'rarinantes in gurgite vasto', de jongens die zich met de ontwikkelingssamenwerking actief bezighouden. (*Gelach*)

Mijnheer de staatssecretaris, ik wil toch opmerken dat elkaar met de voornaam aanspreken en het aimabel met elkaar omgaan gelukkig tot onze informele cultuur behoort. Ik doe dat met zeer veel mensen met wie ik nochtans politiek grondig van mening kan verschillen. Het antwoord leek me dan ook naast de kwestie. U hebt wat rond de zaak gefietst. Tenzij ik me vergis, is het protocol waarover sprake was om tussen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking de puntjes op de i te zetten, niet gesloten. Dat staat in tegenstelling met wat minister Michel heeft gezegd. Hij meende me te moeten geruststellen dat dit protocol er wel zou komen. Ik betreur dat. U vraagt me naar het beleid te kijken en zo vast te stellen dat u goed met elkaar opschiet. Vermits er van een beleid nog niet veel sprake is, kan ik daar nog niet veel uit opmaken.

U hebt een aantal kritische opmerkingen geuit ten aanzien van de vorige regering. Dat is echter compleet naast de kwestie. Ik zou u uitvoerig kunnen onderhouden over het feit dat de heer Moreels erin is geslaagd om de hervorming van het ABOS, die al 25 jaar aan de agenda stond, door te voeren en om de notie 'niet-gebonden hulp' te introduceren. Hij heeft met andere woorden belangrijke stappen gezet in de ontwikkelingssamenwerking.

Mijn legitieme vraag is of dit beleid wordt doorgezet of niet. Indien ik iemand uit het regeerakkoord hoor citeren, dan is dat meestal een veeg teken. Dit akkoord haalt men dikwijls aan wanneer men op een pijnlijk meningsverschil stoot. Het akkoord is dan de enige reddingsplank. Uw citaat is ongetwijfeld juist. Het is echter volkomen in tegenstelling met wat minister Michel me heeft gezegd over de mutual benefit, die in elk geval naar voren moet worden geschoven, ook wanneer het gaat om ontwikkelingssamenwerking.

Mijnheer de staatssecretaris, u hebt me niet overtuigd van het feit dat u op dezelfde lijn zit. De Afrikanota wordt nu weer beloofd over twee weken. Men heeft, tussen haakjes, al veel beloofd waarvan de vervaldatum niet

Marc Van Peel

werd gerespecteerd. Over twee weken zal moeten blijken of onze sterkere aanwezigheid in Afrika, waar ik volledig achter sta, vooral affairistisch is gekleurd, dan wel pragmatisch, idealistisch, gericht op conflictpreventie, ondersteuning van NGO's op het terrein, de relaties met de regimes, enzovoort. Dat is de harde materie waarover het moet gaan. Tot nu toe heb ik enkel verklaringen gehoord.

Het feit dat het protocol er blijkbaar niet komt, betekent dat de reële meningsverschillen blijven bestaan. Dat is een merkwaardige zaak. Dit betekent dat deze commissie er meer dan ooit zal moeten over waken dat de doelstellingen van Ontwikkelingssamenwerking, wel degelijk worden ingevuld. U wist dat deze vragen zouden worden gesteld. Ik had niet verwacht dat het protocol zou zijn gesloten. Ik ken de praktijken van de huidige regering te goed. Ik had wel minstens verwacht dat men zou aankondigen dat het er over bijvoorbeeld drie weken zou zijn.

Ik heb begrepen dat de zaak is afgevoerd. Dat staat volledig in tegenstelling met wat de heer Michel mij op 20 oktober heeft gezegd.

Gezien het politieke gewicht van minister Michel en uw politieke gewicht in de regering, mijnheer de staatssecretaris, vrees ik dat de voorstelling van de relatie Buitenlandse Zaken/Ontwikkelingssamenwerking die de heer Michel in New York gaf, het wellicht zal halen, hoewel deze volkomen indruist tegen uw gedachtegoed.

De **voorzitter** : Mijnheer de staatssecretaris, ik kan u verzekeren dat deze commissie de zaken nauwgezet zal volgen.

De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer **Francis Van den Eynde** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, telkens de staatssecretaris het woord tolerantie uitspreekt, kijkt hij wat venijnig in mijn richting. Welnu, mijnheer de staatssecretaris, sta mij toe u terzake te wijzen op het citaat van Paul Claudel - die u als kenner van de Latijnse cultuur ongetwijfeld kent : "La tolérance, il y a des maisons pour cela". Ik herhaal het : het zijn de woorden van de Franse dichter en diplomaat Paul Claudel; ik zou zulks niet eens durven denken !

Mijnheer de staatssecretaris, ik zat aandachtig te luisteren naar uw antwoord waarin u zo'n idyllisch landschap schetste dat ik als het ware boven uw hoofd een belletje zag verschijnen met daarin een door een peil doorkliefd rood hartje met de letters E van Eddy en M van Michel erin gegrift. U deed mij denken aan Eddy Mitchell, een Franse zanger uit de jaren zestig met zijn steeds rooskleurige liedjes, of aan Voltaire die zijn hoofdpersonage Candide liet zeggen : "Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes".

De werkelijkheid, mijnheer de staatssecretaris, is echter totaal anders. Er wordt geen protocol ondertekend omdat de minister van Buitenlandse Zaken - tevens vice eerste minister - de krijtlijnen van het te voeren beleid reeds neerzette. U krijgt wel wat manoeuvreerruimte, maar de richting die u moet volgen is reeds aangeduid.

En wat de noodhulp voor Afrika betreft, vrees ik dat u te laat zal zijn want inmiddels is ook op dat vlak de krijtlijn al duidelijk getekend.

Toen de heer Van Peel daarnet vroeg of de interventie van affairistische of van idealistische aard zou zijn vergat hij het epitheton 'militair'. Immers, het is vooral op militair vlak dat wij tegenwoordig opnieuw in de actualiteit komen in Centraal-Afrika, ondanks het feit dat de groenen voor de eerste maal deel uitmaken van de regering.

Hoe ik dat te weten kwam ? Via de pers uiteraard. In de krant stond dat wij deel uitmaken van een missie van de Verenigde Naties en dat de militairen die hieraan deelnemen ervan worden beschuldigd mee te werken aan een moordcomplot tegen Kabila en ik las eveneens dat twee Belgische onderofficieren in Kinshasa werden aangehouden en dergelijke zaken meer.

Ik stel vast dat wij met de groenen voor het eerst in de regering alleszins opnieuw militair aanwezig zijn in Afrika. Verder wacht ik de nota af en kan ik slechts vaststellen dat het protocol er niet is, dat de politiek wordt bepaald door de minister van Buitenlandse Zaken en dat die het waarschijnlijk bij het rechte eind had in New York : hij heeft het voor het zeggen, hij steekt u in zijn binnenzak en hij zal wel zeggen hoe het hoort.

De **voorzitter** : De heer Ferdy Willems heeft het woord.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik ga niet zo ver als de vorige sprekers door te beweren dat er helemaal geen protocol komt. Ik heb dat niet zo gehoord. Een antwoord op mijn vraag heb ik echter niet gekregen, dat is juist. Komt het er nu of niet ? De vraag blijft open. Verder stel ik vast dat de ruzietjes ophouden en daar kan ik mij slechts over verheugen. Niemand heeft baat bij ruzie. Zeer interessant was uw uitleg over de ongebonden hulp en dan vooral de passus waarin u zegt dat u wilt aanpakken waar het vroeger fout zou zijn gelopen. U spreekt over een nieuwe dynamiek en u hebt zelfs juridisch strijdbaar verwezen naar het Europees recht. Bovendien vermeldt u dat België terzake concurrentiëler is dan wij denken. Dat zijn zeer interessante uitgangspunten waaraan wij u houden en wij zullen dit op de voet volgen gezien het belang ervan.

Inzake Centraal-Afrika delen wij geenszins de mening van hen die vinden dat wij daar weg moeten. Out of Africa is absoluut niet onze invalshoek. De contacten die wij hebben met Congolezen, met Congolese instanties,

Ferdie Willems

Congolese individuen en Congolese verenigingen, leren ons dat men van België heel veel verwacht op dit vlak. Wij kijken dan ook met veel belangstelling uit naar de nota die minister Michel en u aankondigen. Wel blijven wij met een aantal vragen zitten. De heer Van Peel heeft die perfect verwoord. Voor ons blijft de Afrika-nota nu precies de toetssteen in het debat. In welke mate zal men een evenwicht vinden tussen ontwikkelingssamenwerking en buitenlandse zaken? België wil zich terecht profileren in Afrika en daar staan wij achter. In dat verband zal de nota dan ook normgevend zijn om te besluiten of de ontwikkelingssamenwerking nu al dan niet in het gedrang komt.

Een laatste aspect is dan de communautarisering. Met de vorige sprekers stel ik vast dat het toch niet helemaal hetzelfde is als de minister van Buitenlandse Zaken spreekt over wederzijds belang en u het hebt over het belang van de Derde Wereldlanden dat primeert. U blijft trouw aan u zelf, want in persberichten van begin september zei u reeds dat als de Franstaligen op dit ogenblik geen voldoende draagkracht hebben, zij zich maar moeten bijwerken. Vermits dit ook onze visie is, denk ik dat wij hierin op dezelfde lijn zitten. Voor ons komt het belang van de Derde Wereld op de eerste plaats, niet het communautaire aspect dat hieraan eventueel vastzit.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de bestrijding van aids" (nr. 292)

Question orale de Mme Alexandra Colen au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la lutte contre le sida" (n° 292)

De **voorzitter** : Mevrouw Alexandra Colen heeft het woord.

Mevrouw **Alexandra Colen** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, als toevallig toehoorder van het voorgaande, heb ik wellicht redenen om te geloven dat het stellen van een vraag geen zin heeft. U laat immers uitschijnen dat ook u als staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking niet zo onafhankelijk of zelfstandig kunt werken.

De aanleiding tot mijn vraag is een gesprek dat u een tijdje geleden hebt gehad met Peter Piot van UN AIDS en dat in de pers is verschenen. U zei daarin dat u in het kader van de ontwikkelingssamenwerking, in elke samenwerkingsovereenkomst met een partnerland ook een aids-paragraaf zou laten opnemen. U hebt ook aan de heer Piot beloofd dat u van de strijd tegen aids een

topprioriteit zou maken in het ontwikkelingsbeleid van België, niet alleen via gezondheidsprogramma's, maar ook via onderwijs. Er werd niet zo duidelijk gespecificeerd hoe u het aids-probleem wil aanpakken en ook niet wat de precieze implicatie van een dergelijke aids-paragraaf zou zijn. U spreekt onder meer over sensibilisatie. Op basis van welke criteria gaat men beslissen welke landen de goedkeuring wegdragen van België, dat de ontwikkelingssamenwerking afhankelijk zal maken van het bewijs dat een ontwikkelingsland levert dat het het aids-probleem au sérieux neemt en werk maakt van de bestrijding ervan?

Wat bedoelt u concreet met de bestrijding van aids? Er is de wetenschap dat de jongste decennia de bestrijding in het Westen vooral werd opgevat als een promotie van het gebruik van condooms, maar allerlei andere aspecten niet ter sprake kwamen. Hoe moeten de ontwikkelingslanden bewijzen dat zij deze problematiek au sérieux nemen? Indien een ontwikkelingsland bijvoorbeeld een andere aanpak heeft dan de klassieke Westerse aanpak, zal dat dan ernstig worden genomen? Gaat men, afgezien van de condoomcampagnes of in de plaats ervan, afhankelijk van de plaatselijke omstandigheden, een aanpak promoten die de seksuele promiscuïteit tegengaat of die de prostitutie bestrijdt? Ik denk daarbij vooral aan die streken in Afrika waar aids het felst woekert, niet op het platteland maar precies in de steden, waar veel mensen samenkomen, prostitutie talrijk voorkomt en er veel losse seksuele contacten zijn tussen onbekenden die niet in de tradities van Afrika verankerd zijn.

Een van de redenen waarom ik dit aankaart, is dat u in de discussie met Peter Piot volgens de pers ook verwijst naar een aantal voorbeelden in Afrika waar men nogal wat vooruitgang heeft gemaakt met de bestrijding van aids. U vernoemt bijvoorbeeld Oeganda. Dit is een land dat met een zwaar aids-probleem werd geconfronteerd, en dat nog altijd is. Men moet dit immers zien in de Afrikaanse context, waar, ondanks al het gepraat erover, niet met evenveel energie in research wordt geïnvesteerd als men doet voor de Westerse variëte van die ziekte. Oeganda is evenwel ook het land waar men, boven elke andere preventieve maatregel, de onthouding propageert. Het probeert via opvoeding een verandering van gedrag teweeg te brengen. In plaats van het promoten van het condoom wordt aangezet tot huwelijksrouw en tot het vermijden van vluchtige relaties. Men probeert er de seksualiteit te plaatsen binnen een duurzame relatie.

Ik heb een tekst waarin de echtgenote van de president van Oeganda aids als een moreel probleem beschouwt. Zij pleit ervoor dat de huidige generatie een voorbeeld zou geven aan de jongeren opdat zij door hun gedrag het risico zouden vermijden om aids te krijgen. In dat kader

Alexandra Colen

wil ik ook de heer Roger Bracke citeren, die als expert werkt voor de internationale federatie van het Rode Kruis en de Halve Maan-verenigingen. In een artikel in De Standaard van het begin van deze maand betreurt hij dat de preventie in het Westen tot nu toe steunt op condooms, niet alleen omwille van de risico's die nog altijd verbonden zijn aan het gebruik ervan - ze geven vaak een vals gevoel van veiligheid - maar ook omdat dit ten koste is gegaan van de investeringen in de basisgezondheidszorg in vele streken in Afrika.

Dat is trouwens een klacht die we geregeld horen op conferenties van voornamelijk vrouwelijke Afrikaanse artsen. Zij klagen telkens opnieuw dat zij gemakkelijker aan condooms komen dan aan steriele watten of desinfecterende middelen. In de dagelijkse praktijk kampen zij nog steeds met een achteruitgaande basisgezondheidszorg. Roger Bracke betreurt dat de hele preventie op condooms is afgestemd. Hij pleit er ook voor dat de landen in kwestie bijvoorbeeld tot een strengere aanpak van prostitutie, seks met minderjarigen of incest zouden overgaan, vaak gewoon door het toepassen van hun eigen wetten. Dergelijke zaken dragen immers in heel sterke mate bij tot de verspreiding van aids. Ze kunnen niet zomaar met de gemakkelijke campagnes waaraan wij in het Westen gewend zijn, worden bestreden. Hij sluit hiervoor aan bij het werk van dokter Liz Duncan die samen met de universiteit van Luik al jaren onderzoek doet naar de verspreiding van seksueel overdraagbare ziekten in het algemeen, vooral in de Afrikaanse landen. Zij stelt systematisch een verband vast tussen de jeugdige leeftijd waarop de betrokken vrouwen en meisjes met seks beginnen en het voorkomen van dergelijke ziekten.

Mijnheer de staatssecretaris, bent u zich bewust van de verschillende standpunten die steeds duidelijker geformuleerd worden in het kader van de discussie rond aids en seksueel overdraagbare ziekten in het algemeen? Bent u van plan elementen daarvan in uw ontwikkelingsbeleid te incorporeren? Zult u, zoals dat in het vroegere beleid het geval was, alle heil blijven zoeken in de gemakkelijke aanpak, vooral met condooms? Wij hadden in het verleden de neiging de zaken zo aan te pakken, met de arrogantie van de betweterige westerling, dit eerder tot profijt van de rubberindustrie dan van de Afrikaanse bevolking.

De **voorzitter** : De staatssecretaris heeft het woord.

Staatssecretaris **Eddy Boutmans** : Mijnheer de voorzitter, mevrouw Colen, de aids-problematiek is in een aantal landen van Afrika en ook in een aantal andere landen, bijvoorbeeld Cambodja, verschrikkelijk erg. In Thailand is de problematiek enigszins op de terugweg, wat aantoont dat er toch iets aan kan worden gedaan. In sommige landen, vooral in zuidelijk en zuidoostelijk Afrika, heeft

men incidenties van 25% van de bevolking in de productieve leeftijd. De tweedegraadsproblematiek daarbij is dat er heel wat baby's geboren worden die al via de moeder worden besmet. Dat is gruwelijk. De hoofdoorzaken hiervan - tenminste diegene die men kan bestrijden - zijn onwetendheid en onverantwoordelijk gedrag. Ik vrees dat de overgrote meerderheid van de mensen in Afrika die aids hebben het niet eens weet. Dat is het grote probleem. Wie aids heeft of risicogedrag vertoont, dient de nodige voorzorgen te nemen. Dat geldt zowel voor ons als voor de Afrikanen. Daar ligt dit echter soms wat moeilijker omdat men minder goed geïnformeerd is. Bijgevolg is de voornaamste taak van de Afrikaanse regeringen en instellingen het informeren van hun bevolking. Wij moeten hen daarin steunen, om het even of dat via bilaterale, multilaterale, directe of indirecte hulp gebeurt. Zo hebben we bij ons een dreigende epidemie grotendeels kunnen tegenhouden en zo zal het ook daar moeten gaan. Hoe men dat precies denkt te doen, hangt af van nationale en culturele aspecten. Wij moeten dat niet gaan bepalen, wij moeten daarin een ondersteunende rol spelen. Niettemin denk ik dat het propageren van veilig vrijen in alle culturen toch een veilige optie is. Ook het condoomgebruik maakt daar deel van uit. Hoe moralistisch een cultuur ook mag zijn, er blijken toch steeds nogal wat mensen te zijn die zich niet aan de strikte regels houden, hetzij openlijk - zoals dat in Afrika nogal dikwijls het geval is - hetzij eerder verdoken. Er zijn eigenlijk weinig of geen samenlevingen waar niet in min of meerdere mate promiscuïteit bestaat, overspel gepleegd wordt en prostitutie aanwezig is.

Als men er mogelijkheden voor voorziet, kan preventie ongetwijfeld het element van de seksuele soberheid omvatten. Men moet wel realistisch blijven. Men mag de mensen niet overschatten en men moet er rekening mee houden dat zelfs met goede bedoelingen de zaak toch wel eens uit de hand dreigt te lopen. Condooms verstrekken kan toch een wijze maatregel zijn.

Een groot probleem voor Afrika is dat de medicijnen zeer duur zijn. In het Westen zijn efficiënte cocktails van medicijnen ter beschikking, waarmee de ziekte misschien niet kan worden gestopt, maar toch in de tijd sterk kan worden tegengehouden. In Afrika zijn die medicijnen onbetaalbaar.

Ook internationaal-rechtelijk duiken er problemen op. In Zuid-Afrika heeft men - en volgens mij terecht - geprobeerd op bepaalde aids-medicijnen een dwanglicentie toe te passen. Het octrooi werd dus doorbroken om het medicijn goedkoper ter beschikking van de patiënten te kunnen stellen. Het internationaal recht schijnt dat niet toe te staan. De vraag rijst of het wel zo verstandig is

Eddy Boutmans

door internationale afspraken over octrooien en handelsbelemmeringen het fundamenteel recht op gezondheid van mensen te bestrijden.

Ik verwijs naar uw collega die het over maison de tolérance had. Ik voel mij niet geroepen om prostitutie te bestrijden, zeker niet in andere landen. Ik voel mij wel geroepen om daar waar er prostitutie is, dus bijna overal in de wereld, ertoe bij te dragen dat die prostitutie in zo menselijk mogelijke - onder andere zonder dwang - en zo hygiënisch mogelijke omstandigheden plaatsvindt. Wij steunen preventie die de bevolking ervan op de hoogte brengt dat inzake seksueel overdraagbare aandoeningen in de eerste plaats, maar niet uitsluitend, aids een belangrijke rol speelt. Professor Piot, een van onze landgenoten op wie wij trots mogen zijn, is trouwens zijn carrière begonnen met een prostitutieproject in de wijken van Kinshasa. Dit project is een van de meest zinvolle aids-preventieprojecten die ooit werden opgesteld. Het heeft model gestaan in vele landen. Ik vind dat wij op die weg moeten kunnen doorgaan.

De **voorzitter** : Mevrouw Alexandra Colen heeft het woord.

Mevrouw **Alexandra Colen** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, mijn vraag is slechts ten dele beantwoord. Ik heb niet gevraagd of u prostitutie wilt gaan bestrijden. Als in het kader van uw aids-project een land deze maatregelen naar voren schuift, zal dat dan voor u volstaan ?

Ik meen uit uw antwoord te kunnen afleiden dat u het momenteel houdt bij het klassieke westerse patroon : wij zorgen ervoor dat alles gewoon zijn gang gaat, maar als er een condoom bij is, zal het wel in orde zijn. Uw antwoord stelt mij teleur. Ik dacht dat met de groenen in de regering er ook meer aandacht zou zijn voor de aspecten die deze landen zelf aandragen en die vaak verder gaan dan gewoon het aanvaarden van wat men vanuit het westen als methode aanbrengt.

In Afrika zijn het vooral heel jonge vrouwen die de ziekte opdoen van oudere mannen. In verband met de prostitutie in Afrika kan men er zich toch niet gewoon van afmaken door toe te zien op meer hygiëne en het gebruik van condooms - waarvan de dokters zelf zeggen dat dit vergelijkbaar is met Russische roulette. Men gaat hier dus niet ver genoeg in op de werkelijke bekommernis van de mensen die met het probleem worden geconfronteerd.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Ferdy Willems aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over "de lage koffieprijs" (nr. 409)

Question orale de M. Ferdy Willems au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sur "la faiblesse des prix du café" (n° 409)

De **voorzitter** : De heer Ferdy Willems heeft het woord.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, de jaarlijkse planning is voor de koffieplantages een bijzonder moeilijke zaak. Klimatologische omstandigheden zoals orkanen maken het moeilijk; berghellingen zijn niet vorstvrij. Toch wordt er overgeproduceerd, dikwijls met steun vanuit Europa, zoals bijvoorbeeld in Vietnam. Concreet wordt een zakje koffie gemiddeld 11 maal verhandeld alvorens het bij de koffiebrander terechtkomt. Men heeft getracht de zaak onder controle te krijgen via koffie-akkoorden. In 1989 is dit gedeeltelijk mislukt omdat de Verenigde Staten de Zuid- en Midden-Amerikaanse koffie steunden. De prijs van een zakje koffie zakte sinds de jaren zeventig van 100 frank, ondanks de inflatie, tot nu 70 frank. Moet er naar een financiering van deze markt gestreefd worden ?

Er werd een koffiekartel opgericht. De krachten werden gebundeld. Men is er gedeeltelijk in geslaagd vanaf 1994 de koffieprijsen naar omlaag te brengen. Maar hiertegen werd bezwaar geuit vanuit het IMF en de Wereldbank. Er moet getracht worden het koffiekartel terug op te bouwen via een spreiding van aankoop en verkoop om zo tot een gezondere markt te komen. De vraag komt ook van de NGO's. Daarbij moet aan de koffieboeren een inkomen worden gegarandeerd, maar mag de kwaliteit van het product niet verloren gaan. Ik verwees ook naar de aspecten van de termijnmarkt.

De Europese Unie doet drie zaken : haar eigen markt afschermen, in casu voor koffie van de Derde Wereld; haar eigen landbouwoverschotten subsidiëren; de overschotten extra subsidiëren. De houding van het Westen is hypocriet : zelf stocks toelaten maar dat aan de Derde Wereld verbieden.

Is de staatssecretaris bereid om voorstellen rond de grondstoffenstocks voor de koffiemarkten in de Europese Unie en in de millenniumronde te bepleiten ?

Is de staatssecretaris bereid hiertoe blijvende financiële steun ter beschikking te stellen ?

België is op dit ogenblik waarnemend lid van de ICO en heeft dit ondertekend. Is België bereid hieraan iets te doen ?

De **voorzitter** : Ik dank u voor uw beknoptheid. Ik verwijs naar onze resolutie voor de millenniumronde die met een vrij grote meerderheid is goedgekeurd in de Kamer, waar aandacht werd besteed aan het aspect landbouw en visserij.

De staatssecretaris heeft het woord.

Staatssecretaris **Eddy Boutmans** : Mijnheer de voorzitter, op de vraag van de heer Willems wens ik het volgende te antwoorden. De internationale situatie van de koffiehandel gaat in aanzienlijke mate mijn reikwijdte te buiten. Ik ben het grotendeels eens met de analyse die hij zowel mondeling als schriftelijk heeft geformuleerd. Sommige internationale handelsmechanismen leiden inderdaad tot een negatieve beïnvloeding van de belangen van ontwikkelingslanden. Het probleem is dat sommige maatregelen voor het ene land goed en voor het andere slecht zijn. Bijvoorbeeld, voor koffie is er een overproductie. Dat is de basis van het probleem en dit wordt mede beïnvloed door het feit dat Viëtnam zich als een belangrijk producent heeft aangemeld, wat gedeeltelijk via ontwikkelingshulp, vooral van Frankrijk, tot stand kwam.

Dit zijn nevenaspecten van een ongetwijfeld goed bedoeld beleid, maar dat verkeerd uitvalt. Het koffieakkoord is door België nog niet geratificeerd. Ik heb daar ook geen directe bevoegdheid in, maar ik wil er bij de bevoegde minister wel voor pleiten dat hij aan het parlement zou vragen dat verdrag goed te keuren. Het hangt dan dus van het parlement af of op die vraag al dan niet snel kan worden ingegaan. Voor het overige moeten wij, al dan niet in het kader van de WTO-ronde, onderzoeken hoe wij onze eigen vormen van protectionisme kunnen tegengaan. U hebt terecht over landbouw gesproken, maar het is zo dat er inzake de industriële aspecten van de koffie ook veel protectionisme in het spel is, met als gevolg dat het voor de ontwikkelingslanden erg moeilijk is om winst te maken in een markt waarin er toch al weinig winst valt te rapen. Dat is volgens mij ook een belangrijk aandachtspunt.

België is trouwens samen met Duitsland het enige EU-land dat nog accijnzen heft op koffie als zodanig. Ook hier neem ik mij voor om mijn collega van Financiën te suggereren dit eens opnieuw te bekijken, maar niets belet u om hem daarover vragen te stellen.

De **voorzitter** : De heer Ferdy Willems heeft het woord.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik neem aan dat niet alleen de staatssecretaris hiervoor bevoegd is. Ik zal zijn collega bevoegd voor Buitenlandse Handel niet nog eens dezelfde vragen stellen. Ik stel voor, en dat is misschien nog beter, dat ik mijn vraag samen met het antwoord van staatssecretaris Boutmans aan deze excellentie overhandig.

Staatssecretaris **Eddy Boutmans** : Ik zal de twee concrete vragen die u mij gesteld hebt, ook steunen.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de staatssecretaris, ik neem er akte van dat u bij uw bevoegde collega zult pleiten voor een spoedige ratificatie van het koffie-akkoord. Dat moeten wij dus ook niet meer doen. De voorzitter heeft er terecht op gewezen dat er daar in de Wereldhandsorganisatie werk wordt van gemaakt. Ik neem eveneens akte van zijn voornemen om de minister van Financiën te suggereren de accijnzen op de verwerkte koffie in België af te schaffen. Het verheugt mij dat wij zowel inzake analyse als inzake concrete maatregelen op dezelfde golflengte zitten.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *La réunion publique de commission est levée à 12.10 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.10 uur.*